

## Section I: Identification and JP Status

### Promouvoir les initiatives et les industries culturelles au Sénégal

#### Semester: 1-12

Country	Sénégal
Thematic Window	Culture et développement
MDGF Atlas Project	MDGF-1801
Program title	Promouvoir les initiatives et les industries culturelles au Sénégal
Report Number	
Reporting Period	1-12
Programme Duration	
Official Starting Date	2008-10-01
Participating UN Organizations	* PNUD * UNESCO * FNUAP * ONUDI * OMT

#### Implementing Partners

- \* Chambre des métiers
- \* Congad
- \* Conseil régional de Fatick, Conseil régional de Kédougou
- \* Gouvernemen
- \* La ferme école de Ninescha, CESTI, IFAN, etc.)
- \* Min PME
- \* Ministère Collectivités locales (PNDL, ARD)
- \* Ministère de l'économie et des Finances (DDI/CAP)
- \* Ministère des TIC (CMC)
- \* Ministère du Tourisme
- \* Ministère environnement (DEEC, DPN)
- \* Ministry of Culture
- \* Organisations des Producteurs, SODEFITEXT
- \* Primature (SCA, Services CADL)
- \* Syndicats d'Initiatives du Tourisme de Fatick et de Tambacounda
- \* UAP du lycée technique et minier de Kédougou

### Budget Summary

#### Total Approved Budget

OMT	566 005,00 \$
ONUDI	1 059 279,00 \$
PNUD	659 887,00 \$
UNESCO	3 854 777,00 \$
FNUAP	360 052,00 \$
<b>Total</b>	<b>6 500 000,00 \$</b>

#### Total Amount of Transferred To Date

OMT	566 005,00 \$
ONUDI	1 059 279,00 \$
PNUD	659 887,00 \$
UNESCO	3 854 777,00 \$
FNUAP	360 052,00 \$
<b>Total</b>	<b>6 500 000,00 \$</b>

#### Total Budget Committed To Date

OMT	565 904,00 \$
ONUDI	989 980,00 \$
PNUD	581 968,00 \$
UNESCO	3 592 385,00 \$
FNUAP	331 844,00 \$
<b>Total</b>	<b>6 062 081,00 \$</b>

#### Total Budget Disbursed To Date

OMT	501 461,00 \$
ONUDI	940 193,00 \$
PNUD	581 968,00 \$
UNESCO	3 418 637,00 \$
FNUAP	331 844,00 \$
<b>Total</b>	<b>5 774 103,00 \$</b>

#### Donors

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would require you to advise us if there has been any complementary financing provided in 2010 for each programme as per following example:

Amount in thousands of U\$

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
------	-------	-------	----------	----------	----------

#### DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through Un agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.



3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

### **Beneficiaries**

<b>Beneficiary type</b>	<b>Targetted</b>	<b>Reached</b>	<b>Category of beneficiary</b>	<b>Type of service or goods delivered</b>
-------------------------	------------------	----------------	--------------------------------	---

## Section II: JP Progress

### 1 Récit des progrès accomplis, des obstacles et des mesures d'urgence

Veillez fournir une brève évaluation globale (1000 mots) sur l'ampleur de la progression des éléments du programme conjoint par rapport aux résultats et répercussions attendus, ainsi que toute mesure prise pour la viabilité du programme conjoint durant la période de référence. Donnez des exemples si nécessaire. Essayez de décrire les faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

#### **Please describe three main achievements that the joint programme has had in this reporting period (max 100 words)**

Il y a une réelle amélioration des activités pour le premier semestre de 2012. Avec les délais très courts qui restent par rapport à la clôture du PC, les agences et leurs partenaires ont mis les bouchées doubles pour finaliser leurs activités.

La réussite la plus importante est l'inscription des Paysages culturels du Pays Bassari sur la liste du patrimoine mondial de l'Humanité en fin juin. C'est le travail de tous les partenaires. La réalisation d'un village communautaire dans le Pays Bassari aussi importante que l'inscription est également exécutée par l'ensemble des partenaires. Il faut aussi noter la fin de la construction du Centre d'interprétation de Touba dans la Delta du Saloum qui est un complexe comprenant un écomusée et des espaces pour jeunes, femmes et artisans.

#### **Progrès au niveau des effets**

L'accent a été mis sur le renforcement des capacités devant fournir davantage d'atouts aux bénéficiaires. Avec la formation des femmes sur le leadership dans les deux zones dont le but est de leur donner des capacités pour mieux gérer leurs activités génératrices de revenus.

La formation des acteurs intervenant dans les filières de l'anacarde, de la pêche et de l'artisanat au niveau du Delta du Saloum et les acteurs qui sont dans le fonio, le karité et dans l'artisanat au niveau du pays bassari ont reçu des formations dans le marketing, le management et d'autres formations techniques relatives à la qualité à l'hygiène entre autres

Idem pour les activités culturelles, avec la tenue d'ateliers de partage pour donner aux encadreurs du Grand ballet du pays Bassari des outils pour la gestion et la promotion du ballet. L'accent a été également mis sur les centres multimédia communautaires avec une formation pour l'acquisition des techniques les plus récentes en matière de collecte et de traitement.

Les femmes du Delta du Saloum qui ont acquis une pirogue grâce au financement de l'UNFPA ont vu leurs ressources augmenter, de même en bénéficiant de l'installation de claies de séchage, elles ont amélioré leurs recettes dans l'écoulement des produits tirés de la mer.

La structuration des clusters anacarde, produits de la mer et artisanat dans le Delta du Saloum et la dynamique notée dans les clusters fonio, karité et artisanat ont sensiblement accru les profits tirés de ces activités.

L'inscription du Delta du Saloum sur la liste du Patrimoine mondial de l'Humanité a eu des effets notables dans la fréquentation de la zone par des visiteurs.

Beaucoup d'actions ont été posées notamment la validation de l'analyse environnementale initiale du Village communautaire de Bandafassi et qui a conclu que les aspects positifs sont beaucoup plus importants que les aspects positifs car les retombées économiques du village sont réelles pour les populations.

En termes de moyens d'existence, les femmes ont bénéficié de soutiens des agences (pirogues, claies de séchage des produits de la mer dans la zone du Delta du Saloum) ou la mise à disposition d'un fonds de roulement pour créer une banque céréalière dans le Pays Bassari sont des actions entrant dans ce cadre.

Les acteurs intervenant dans les filières de l'anacarde, de la pêche et de l'artisanat au niveau du Delta du Saloum et les acteurs qui sont dans le fonio, le karité et dans l'artisanat au niveau du pays bassari ont élaboré des projets structurants qui sont aujourd'hui dans le circuit bancaire pour l'obtention de financement.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet pour la promotion des initiatives et des industries culturelles, des activités ont été menées par le Bureau sénégalais des Droits

d'auteurs (BSDA) en impliquant toutes les parties prenantes, bénéficiaires, autorités administratives et municipales pour une meilleure appropriation. C'est ainsi que dans les deux zones du projet Delta du Saloum et Pays Bassari, les artistes ont été formés sur l'importance des règles professionnelles et de rédaction d'un barème en rapport au respect des droits d'auteurs et droits voisins (des bureaux du droit d'auteur sont installés dans les deux zones). Le BSDA a à cet effet procédé à l'inventaire des textes sur les industries culturelles. Mieux il a mis à la disposition des différents artistes du Delta du Saloum et ceux du Pays Bassari des contrats personnalisés. Ces actions sont de nature à prendre en compte les droits des acteurs culturels.

Le Centre d'interprétation de Toubacouta est achevé, il va être opérationnel. Il dispose d'un écomusée, d'un village artisanal, d'un salle des fêtes, d'un espace jeunes et d'un foyer de la femme, tous ces cadres vont booster les activités dans le Delta du Saloum et générer des recettes.

### **Progrès au niveau des résultats**

Les résultats ont été nombreux, on peut citer notamment :

1- Les Paysages culturels du Pays Bassari ont été inscrits sur la liste du Patrimoine mondial de l'Humanité en juin-juillet 2012 à Saint Petersburg (Russie), un résultat important pour le PC et qui intervient un an après l'inscription du Delta du Saloum. Ainsi toutes les deux zones du PC ont été inscrits, un des objectifs poursuivis par les différents partenaires (contrepartie nationale et agences) qui ont conjugué leurs efforts pour arriver à un ce résultat.

2- La construction du Centre d'interprétation de Toubacouta qui comprend un espace artisanat, un espace jeunes, un espace femmes et un écomusée a été achevée et sera inaugurée dans les prochains jours. Un plan de gestion du site devrait être très prochainement validé dans lequel figureront entre autres choses les possibilités offertes aux populations de tirer des profits de ces équipements et dont les ressources sont de nature à améliorer notablement leurs conditions de vie.

3- L'ONUDI a identifié des projets structurants au niveau de six clusters, la réalisation des études de faisabilité de ces projets ont été partagés avec les bénéficiaires. Dans le Delta du Saloum, il s'est tenu une réunion partage du plan d'action de l'ONUDI couvrant la période de fin de projet (Mars – Juillet 2012). A noter aussi le Concours financier de l'ONUDI à travers l'octroi d'un fonds d'appui destiné à la réfection du local mis à la disposition du projet par le Conseil Rural de Toubacouta et devant abriter :

4- le renforcement des capacités de générer des revenus des femmes, de leur pouvoir de décision et de leur autonomie avec les financements octroyés par l'UNFPA dans les deux zones du PC, qui ont permis aux femmes du Delta du Saloum d'acquérir une pirogue et d'installer des claies de séchage pour les produits de la mer et celles du Pays Bassari de mettre sur pied une banque céréalière.

5- Les besoins en formation ont été identifiés et dispensés par l'OMT en vue d'améliorer la qualité des produits agricoles, des produits de l'élevage, des produits de la pêche, la transformation des produits locaux et les produits artisanaux dans les deux zones. Ainsi les populations productrices pourront bénéficier des retombées de l'activité touristique et de faire de ces deux zones de véritables pôles de développement.

6- La réalisation par l'UNESCO d'une étude des meilleurs produits artisanaux dans le Delta du Saloum et en pays Bassari, cette étude fera l'objet d'un catalogue pour la promotion des produits artisanaux.

7- La tenue d'ateliers de partage à l'intention des acteurs du Delta du Saloum et du pays Bassari avec le Bureau sénégalais du Droit d'auteur (BSDA) pour évaluer le niveau de compréhension des droits d'auteur et créer un cadre de discussion entre acteurs et pour corriger les limites éventuelles

8- L'équipement des communautés en matériel avec la rénovation et le renforcement des CMC (UNESCO) et de moyens de travail comme l'acquisition de pirogue pour les femmes du Delta du Saloum (UNFPA)

9 L'organisation de sessions de renforcement des capacités pour les CMC (UNESCO et UNFPA) en mettant l'accent sur la collecte et le traitement des informations dans les thématiques liées au développement durable (changement climatique, éducation environnementale), éducation à la paix et au dialogue interculturel, aux questions du genre, aux droits humains, VIH sida et aux droits d'auteur.

10-La mise en place de Centres d'alphabétisation et d'éducation permanente dans les deux zones du Projet.

### **Prendre des mesures pour le Durabilité de programme conjoint**

Pour la Durabilité de programme conjoint, des mesures ont été prises et sont en exécution.

La pérennisation est une donnée majeure du PC surtout à quelques semaines de la clôture du projet. Les Plans de gestion par exemple pour les inscriptions du Delta du Saloum et du pays Bassari sont une réalité et ils doivent permettre s'ils ont suivis d'effet d'assurer la pérennisation du Projet.

Le Centre d'interprétation de Toubacouta qui est un complexe dans lequel on trouve des espaces utilisés par les populations en général et particulièrement par les artisans, les jeunes et les femmes a son plan de pérennisation dans lequel sont pris en compte les relations entre les parties prenantes, le modèle de gestion, le rôle et le profil des responsables et des bénéficiaires.

Le même modèle sera dupliqué au Village communautaire de Bandafassi.

Dans les deux zones, les femmes qui ont bénéficié d'appuis du PC ont monté ou renforcé leurs structures pour la pérennisation de leurs activités dans le domaines des produits de la mer dans le Delta du Saloum et de produits agricoles (fonio, karité).

La démarche est identique dans le domaine culturel par exemple avec le Grand Ballet du pays Bassari avec l'organisation de stage de perfectionnement pour le régisseur et le maître du ballet l'initiation des membres de l'encadrement sur les questions du droit d'auteur et à la gestion collective.

### **Faites-vous face à des difficultés dans la mise en œuvre**

#### **quelles sont les causes des difficultés rencontrées?**

Difficulté externe au Programme conjoint (risques et hypothèses, élections, désastre naturel, troubles sociaux, etc.)

*Il faut noter qu'au Sénégal, il y a une période pré-électorale pour la présidentielle assez agitée entre janvier et février 2012 où les activités ont connu un ralentissement. Cette situation a ralenti les déplacements entre Dakar et les deux zones du PC. Mais après avec le verdict du scrutin accepté par toutes les parties, les activités ont pu reprendre normalement en avril*

#### **Veillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés réelles rencontrées par le Programme conjoint. Décrivez ces difficultés par rapport au plan du Document du Programme conjoint. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles**

La différence des outils financiers en cours dans les différentes agences est un obstacle à l'uniformisation quand il s'agit de faire le reporting financier et d'exploiter les données

-La construction du Village communautaire est l'exemple de difficulté majeure rencontrée dans le PC. Les agences et partenaires ayant chacun apporté une contribution pour édifier le village communautaire dans le cadre d'un panier commun, le chantier n'a été lancé qu'au mois de juin 2012, à quatre mois de la clôture du Projet. D'ici la fin de septembre 2012, on peut espérer que les travaux avanceront en dépit des pluies qui sont parfois abondantes dans cette zone et qui peuvent freiner leur rythme.

#### **Veillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés externes au Programme conjoint (Non causées par le Programme conjoint) qui ralentissent la mise en œuvre. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles**

Le Pays Bassari se trouvant à dix heures de Dakar (à 700 km au sud-est) où se trouvent les sièges des agences et partenaires. En période d'hivernage, l'accès est rendu difficile dans certains endroits par la pluie. A noter quand même, qu'il y a sur place un point focal du Projet.

**Veillez décrire brièvement (en 250 mots) les mesures projetées pour éliminer ou atténuer les difficultés décrites ci-dessus (b+C). Essayez le plus possible d'être précis dans vos réponses**

-L'éloignement est une donnée constante mais l'activité du Point focal en place en relation avec les agences et les partenaires du Projet est de nature à pallier les effets.  
 -Lors d'un comité technique tenu dans le Pays Bassari du 17 au 21 janvier 2012, les agences et les partenaires qui ont ou constater sur le terrain les attentes des populations se sont engagés pour que le Village communautaire voit le jour. Le lancement du chantier a été fait en juin 2012, l'entrepreneur choisi pour les travaux a promis de les terminer dans un délai de six mois.

## 2 Coordination Inter-Agence et Unité dans l'Action

**Le Programme conjoint dans son ensemble reste-t-il dans la ligne du PNUAD? Veuillez cocher la bonne réponse**

Oui true  
 No false

**Si non, comment le Programme conjoint s'intègre-t-il aux stratégies de développement propres au pays?**

Oui  
 Non

**Quels types de mécanismes de coordination et de décisions ont été mis en place pour assurer un processus et une(des) réalisation(s) conjoint(es)? Les différents programmes conjoints du pays assurent-ils une coordination entre eux? Veuillez répondre aux questions ci-dessus mentionnées et y ajouter tous autres commentaires pertinents (en 250 mots):**

Des missions conjointes entre agences et partenaires sont menées. On peut citer la synergie d'actions entre l'ONUDI et l'UNFPA (activités des femmes dans le Delta du Saloum et le Pays Bassari) ou l'UNESCO et l'UNFPA (ateliers de renforcement des personnels des CMC) pendant ce premier semestre de l'année.

-De nombreuses réunions (Comités techniques et comités de gestion, déplacement des agences et des partenaires en Pays Bassari) sont autant d'activités développées dans l'esprit du Programme conjoint et du « Delivering as one ».

-Le Panier commun avec les contributions des agences et partenaires pour réaliser le village communautaire de Bandafassi avait été conçu dans le même esprit, même si au final, il ya beaucoup de difficultés qui ont retardé l'édification du site.

**Veillez indiquer les valeurs de chaque catégorie du tableau d'indicateurs ci-dessous**

Indicateurs	Réf érence	Valeur actuelle	Sources de vérification	Méthodes de collecte
-------------	------------	-----------------	-------------------------	----------------------

Nombre d'activités de gestion (financière, achats, etc.) menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	3	Réalisation du Village communautaire de Bandafassi 2-Appuis aux femmes des 2 zones du PC 3-Ateliers de renforcement de capacités des personnels des CMC	Lettre d'accord pour mettre sur pied le Panier commun Rapports ONUDI/UNFPA Rapports UNESCO/UNFPA	Compte rendu du comité de Pilotage Lecture des rapports
Nombre d'analyses conjointes (études, diagnostic) menées dans le cadre du PC du F-ODM	8	4	Etudes de terrain menées par les agences et la contre partie nationale	Lecture des rapports Source rapports
Nombre de missions et d'analyses menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	6	8	Missions d'identification et Missions de validation des études	Source rapports de mission

*Il y a un réel effort de synergie dans la conduite des activités des agences, citons le Panier commun où toutes les agences ont versé une contribution, tout cela sous-tendu par un esprit de "delivering as one". Idem pour l'édification du Centre d'interprétation de Toubacouta où chaque agence a aussi pris en charge une partie du matériel d'équipement, l'UNESCO ayant pris en charge la construction. enfin, les agences ont mené ensemble des réunions sur le terrain notamment à Toubacouta où a été tenu un Comité technique sur le Centre au mois d'avril et avant cela il y avait eu un autre comité technique consacré au Village communautaire de Bandafassi, en janvier à Kédougou.*

### 3 Efficacité du développement: Déclaration de Paris et Programme d'Action d'Accra

**Les partenaires du gouvernement et autres partenaires de la mise en œuvre nationale sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?**

Pas engagés            false  
 Quelque peu engagés    false  
 Assez engagés        false  
 Pleinement engagés    true

**Dans quel genre de décisions et d'activités les partenaires du gouvernement sont-ils engagés?**

Politique/prise de décisions  
 Gestion: budget  
 Gestion: Achats  
 Gestion: Fourniture de services

Gestion: Autres, spécifiez

*-Mobilisation sociale et implication des populations des populations bénéficiaires  
-Partage des informations et visibilité du Projet*

**Qui dirige et/ou préside le CGP et combien de fois s'est-il réuni ?**

Le Comité de gestion du PC est en général présidé par la partie nationale du Projet

**Nombre de réunions**

nombre de réunions : quatre au cours de ce premier semestre et six comités techniques

**La Société Civile et/ou le Secteur privé sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats ?**

Pas engagés false  
Quelque peu engagés false  
Assez engagés true  
Pleinement engagés false

**In what kind of decisions and activities is the civil society involved?**

Politique/prise de décisions

**Les citoyens sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?**

Pas engagés false  
Quelque peu engagés false  
Assez engagés true  
Pleinement engagés false

**Dans quel genre de décisions et d'activités les citoyens sont-ils engagés?**

Politique/prise de décisions  
Gestion: budget

**Où est logée l'Unité de gestion du Programme?**

Agence des NU

*l'Unité de gestion du Programme est logée à l'UNESCO.*

**Sur la base de vos réponses précédentes, décrivez brièvement la situation actuelle du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des citoyens en termes d'appropriation, de conformité et de responsabilité mutuelle des programmes conjoints et donnez des exemples**

Il faut noter que l'exécution de la plupart des activités et les différentes conventions (MOU) ont été passées entre l'Etat à travers ses démembrements (ministères et directions) pour une exécution nationale dans le but d'une meilleure appropriation du PC par la partie nationale. Exemples : MOU entre l'UNESCO et la Direction du Patrimoine culturel et le

Bureau sénégalais des Droits d'auteur ou les fonds du PNUD qui sont transférés au Ministère de l'Environnement (Exécution NEX).

Ces partenaires qui exécutent un certain nombre d'activités sont tenus ensuite de faire des rapports comportant une partie financière pour justifier l'utilisation des ressources qui leur sont affectées.

Cette démarche a été adoptée afin de privilégier l'exécution nationale de manière concertée entre les agences et la partie nationale pour une meilleure appropriation du PC et sa visibilité.

Au niveau des populations, au-delà des activités contenues dans le PC, leur participation à certaines tâches est sollicitée. Par exemple, dans la construction du Centre d'interprétation de Toubacouta et du Village communautaire de Bandafassi, certains travaux sont confiés aux populations parmi lesquelles on trouve des ouvriers. Cette activité n'excluant pas évidemment qu'on les consulte ou qu'elles participent à la gestion de ces sites.

La société civile surtout au plan local dans les deux zones du Projet est mise à contribution assez régulièrement notamment lors des réunions sur le PC surtout lorsqu'il est question de problématiques sur lesquelles elle a une compétence

## 4 Communication et Plaidoyer

**Le PC a-t-il articulé une stratégie de communication et de plaidoyer qui aide à l'avancement de ses objectifs et du développement de ses résultats?**

Oui true

No false

**Si pertinent, veuillez brièvement expliquer dans une pièce jointe les objectifs, éléments clés et public cible de cette stratégie (max. 250 mots)**

Les objectifs sont :

-informer et sensibiliser les populations sur les OMD et les actions du PC

-promouvoir à l'aide d'un plaidoyer les actions du PC et vulgariser ses résultats afin d'améliorer son impact sur les populations en général mais particulièrement sur les femmes et les jeunes.

-renforcer la sensibilisation sur les questions concernant les droits humains

-améliorer la communication interne avec une meilleure circulation de l'information et externe

Les cibles sont : les populations et en premier lieu les femmes et les jeunes, le grand public, la presse locale notamment celle qui utilise les langues nationales et dans un deuxième temps la presse nationale et internationale, les élus, les collectivités locales et la diaspora

**Quels apports concrets les efforts de plaidoyer et de communication mentionnés dans le PC et/ou les stratégies nationales contribuent à leurs réalisations**

Augmenter la sensibilisation entre les citoyens et les gouvernements en rapport aux questions liées aux ODM

Augmenter le dialogue entre citoyens, la société civile, le gouvernement national local en rapport aux pratiques et politiques de développement

Politique nouvelle/adoptée et législation promouvant l'avancement des ODM et autres objectifs connexes

Établissement et/ou lien avec les réseaux sociaux promouvant l'avancement des ODM et autres objectifs connexes

Moments clés/manifestations de mobilisation sociale qui soulignent ses questions

Autres (utilisez la case ci-dessous)

*-Promotion via les médias et plaidoyer*

**Quel est le nombre et type de partenariats ayant été établis entre les différents secteurs de la société afin de promouvoir la réalisation des ODM et autres objectifs connexes?**

Organisations religieuses	aucun
Réseaux sociaux/coalitions	10
Groupes locaux de citoyens	20
Secteur Privé	10
Institutions académiques	1
Groupes de média/journalistes	50

Autres : Autres Réseaux sociaux/coalitions : représentants des communautés rurales Groupes locaux de citoyens : association de femmes notamment, association des ethnies minoritaires du Pays Bassari Secteur privé : tour operator , hôteliers, syndicats d'initiative Institutions académiques : CESTI/Université Cheikh Anta Diop de Dakar Groupes de médias : médias communautaires (CMC), médias privés et service public dell'information, Autres : ONG

**Quelles activités de promotion le programme met-il en œuvre pour s'assurer que la population locale ait accès adéquat aux informations sur le programme et sur les opportunités découlant d'une participation active à sa réalisation?**

Discussions de groupes focaux

Enquêtes sur les ménages

Utilisation des moyens de communication locaux tels que la radio, les troupes de théâtre, les journaux, etc.

Forum de réunions ouvertes au public

Renforcement des capacités/Formations

*-Mise en place des cadres de concertation sectoriels.*

*-Utilisation des Centres multimédias communautaires pour communiquer sur le PC*

*-Réunions sur le terrain*

*-Présence d'un relais/point focal du projet sur les deux zones d'intervention*

## **Section III: Millenium Development Goals Millenium Development Goals**

### **Additional Narrative Comments**

**Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level**

Le Centre d'interprétation de Toubacouta qui comprend un écomusée, une salle des fêtes , un village artisanal et une agora ont été visités récemment par M. Youssou Ndour, le chanteur et nouveau ministre de la Culture et du Tourisme du Sénégal. Cette visite a été un grand moment de marketing pour le PC. Non seulement les populations de la Zone sont venues en grand nombre mais au plan national il y a eu une forte médiatisation sur le PC grâce à cette visite.

**Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat**

la clôture du Projet est fixée au 30 septembre 2012. Mais à cette période, le Village communautaire de Bandafassi ne sera pas terminé d'être construit. Cet équipement qui vient en appoint à l'inscription des Paysages culturels du Pays Bassari sur la liste du Patrimoine mondial de l'Humanité devrait être à notre avis fini qu'à la fin de l'année 2012, c est à dire en décembre.

## Section IV: General Thematic Indicators

### 1 Renforcement et prise en charge de l'élaboration de politiques gouvernementales pour une gestion efficace du patrimoine culturel et du secteur touristique dans le pays

#### 1.1 Nombre de lois, de politiques ou de plans pris en charge au titre de ce programme visant explicitement à intégrer la diversité culturelle et à renforcer les capacités des autorités publiques, tant au niveau national que local, pour la prise en charge des secteurs culturel et touristique

##### Politiques

Nbre à l'échelon national 3  
Nbre à l'échelon local

##### Lois

Nbre à l'échelon national 1  
Nbre à l'échelon local

##### Plans

Nbre à l'échelon national  
Nbre à l'échelon local

#### 1.2 Veuillez fournir brièvement des informations contextuelles sur la loi, la politique ou le plan et sur le pays / la municipalité dans lequel / laquelle l'élément concerné est mis en œuvre (ligne de base, étape d'élaboration et approbation, impact potentiel)

##### Politiques nationales :

- la Stratégie de croissance accélérée (SCA) avec la Grappe Tourisme et industries culturelles
- la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (SNEEG) avec la sensibilisation par les CMC sur les Violences basées sur le Genre (VBG)
- la Charte nationale du Tourisme (formation des écogardes)

##### Lois nationales :

- Les textes de lois sur les droits d'auteur et droits voisins partagés avec les artistes et les populations ; Ateliers de renforcement des capacités des professionnels des deux

zones du PC sur les droits d'auteur menés par le Bureau sénégalais du Droit d'Auteur (BSDA)

### 1.3 Secteur sur lequel la loi, la politique ou le plan sont focalisés

Gestion et conservation du patrimoine naturel et culturel  
Infrastructure touristique  
Minorités ethniques et interculturelisme  
Industries culturelles

*-Une connaissance de la législation permet aux acteurs locaux (artistes notamment) de défendre leurs intérêts et leurs productions.  
-La sensibilisation aux VBG est de nature à permettre à atteindre les objectifs visés dans la SNEEG*

**Remarques. Spécifiez comment l'indicateur 1.1 aborde les secteurs sélectionnés**

*-Une connaissance de la législation permet aux acteurs locaux (artistes notamment) de défendre leurs intérêts et leurs productions.  
-La sensibilisation aux VBG est de nature à permettre à atteindre les objectifs visés dans la SNEEG*

### 1.4 Nombre de citoyens et/ou d'institutions directement touché(e)s par la loi, la politique ou le plan

**Citoyens**

Nbre total	200000
Nbre en zone urbaine	100000
Nbre en zone rurale	100000

**Institutions publiques nationales**

Nbre total	10
Nbre en zone urbaine	2
Nbre en zone rurale	8

**Institutions publiques locales**

Nbre total	10
Nbre en zone urbaine	2
Nbre en zone rurale	8

**Institutions du secteur privé**

Nbre total	50
Nbre en zone urbaine	10
Nbre en zone rurale	40

### **1.5 Budget de l'État alloué aux politiques ou programmes culturels et touristiques avant la mise en œuvre du Programme conjoints (annuel)**

Budget national	800 000 000 dollars
Budget local	100 000 000 dollars

*NB : ces chiffres sont une estimation*

### **1.6 Variation (%) du budget de l'État alloué aux politiques ou aux interventions en matière de culture ou de tourisme depuis le début du programme jusqu'à maintenant**

#### **Budget national**

Global  
Mis en place à la faveur du Programme conjoint

#### **Budget local**

Global  
Mis en place à la faveur du Programme conjoint

#### **remarques**

Les chiffres ne sont pas disponibles

## **2 Renforcement des capacités des secteurs culturel et touristique**

### **2.1 Nombre d'institutions et/ou d'individus ayant bénéficié d'un renforcement des capacités par le biais d'une formation, d'un équipement et/ou d'un transfert de connaissances fournis**

**Institutions publiques**

Nbre total 20

**Institutions du secteur privé**

Nbre total 20

**Fonctionnaires**

Nbre total non disponible

Femmes non disponible

Hommes non disponible

**2.2 Nombre d'actions / événements mis en œuvre susceptibles de promouvoir la culture et/ou le tourisme****Manifestations culturelles (foires, etc.)**

Nombre total 20

Nombre de participants 8000

**Infrastructure culturelle rénovée ou construite**

Nombre total 2

Nombre total de citoyens servis par l'infrastructure créée 4500

**Infrastructure touristique créée**

Nombre total 15

**Autre (veuillez spécifier)**

Nombre total

**2.3 Nombre et type de mécanismes établis grâce à l'appui du programme conjoint ayant servi à consigner par écrit et/ou à recueillir les statistiques relatives à la culture et au tourisme****Ateliers**

Nombre total 20

Nombre de participants 1000

Femmes 400

Hommes 600

**Statistiques**

Nombre total NA

National

Local

**Systèmes d'informations**

Nombre total 28

National 0

Local 28

**Inventaires du patrimoine culturel**

Nombre total 6

National 3

Local 3

**Autre (veuillez spécifier)**

Nombre total

National

Local

### 3 Exploitation du potentiel des secteurs culturel et touristique au profit de la réduction de la pauvreté et du développement

#### 3.1 Nombre d'individus ayant un accès amélioré à de nouveaux marchés sur lesquels ils ont la possibilité de proposer des services ou des produits culturels et/ou touristiques

**Citoyens**

Nombre total 240

Femmes 160

Hommes 80

% groupes ethniques NA

**Prestataires de services de tourisme**

Nombre total 70

Femmes 20  
Hommes 50  
% groupes ethniques NA

**Professionnels de la culture**

Nombre total 700  
Femmes 200  
Hommes 500  
% groupes ethniques NA

**Artistes**

Nombre total 350  
Femmes 150  
Hommes 200  
% groupes ethniques NA

**Artisans**

Nombre total 125  
Femmes 25  
Hommes 100  
% groupes ethniques NA

**Autre (veuillez spécifier)**

Nombre total  
Femmes  
Hommes  
% groupes ethniques

**3.2 Sur la base des données disponibles, veuillez indiquer le nombre d'individus ou de groupes pris en charge par le programme conjoint ayant fait état d'un impact positif sur la santé, la sécurité et le revenu à la faveur de ce programme**

**Citoyens**

Nombre total 10000  
Femmes 6000  
Hommes 4000  
% groupes ethniques NA

**Professionnels de la culture**

Nombre total 500  
Femmes 150  
Hommes 350  
% groupes ethniques NA

**Artists**

Nombre total 100  
Femmes 30  
Hommes 70  
% groupes ethniques NA

**Industries culturelles**

Nombre total 1000  
Femmes 350  
Hommes 650  
% groupes ethniques NA

**Artisans**

Nombre total 150  
Femmes 50  
Hommes 100  
% groupes ethniques NA

**Entrepreneurs**

Nombre total 30  
Femmes 05  
Hommes 25  
% groupes ethniques NA

**Industrie du tourisme**

Nombre total 30  
Femmes 05  
Hommes 25  
% groupes ethniques

**Autre (veuillez spécifier)**

Nombre total  
Femmes

Hommes

% groupes ethniques

*-La mise sur pied de mutuelles de crédit, les formations dans les domaines du management et du marketing dispensés aux acteurs économiques locaux, les formations et sensibilisations sur les droits d'auteur et dans le domaine du tourisme ont augmenté de manière sensible les ressources financières des populations.*

*-la sensibilisation sur les VBG et sur la nécessité de protéger l'environnement ont notablement contribué à une meilleure connaissance et appropriation des enjeux liés à la santé et à la sécurité.*

### 3.3 Pourcentage des bénéficiaires mentionnés ci-dessus pour lesquels les conditions de subsistance se sont améliorées dans les aspects suivants

**Revenu**

% par rapport au nombre total de bénéficiaires      35% par rapport au nombre total de bénéficiaires

**Services sociaux de base (santé, éducation, etc.)**

% par rapport au nombre total de bénéficiaires      35% par rapport au nombre total de bénéficiaires

**Sécurité**

% par rapport au nombre total de bénéficiaires      35% par rapport au nombre total de bénéficiaires

**Autre (veuillez spécifier)**

% par rapport au nombre total de bénéficiaires

### 3.4 Nombre d'individus ayant un accès amélioré aux services, produits et/ou infrastructure liés à la culture

**Citoyens**

Nombre total      5000

Femmes      3000

Hommes      2000

% groupes ethniques      NA

**Professionnels de la culture**

Nombre total      300

Femmes      100

Hommes      200

% groupes ethniques      NA

**Artists**

Nombre total	100	
Femmes	30	
Hommes	70	
% groupes ethniques		NA

**Industries culturelles**

Nombre total	1000	
Femmes	350	
Hommes	650	
% groupes ethniques		NA

**Artisans**

Nombre total	150	
Femmes	50	
Hommes	100	
% groupes ethniques		NA

**Entrepreneurs**

Nombre total	30	
Femmes	10	
Hommes	20	
% groupes ethniques		NA

**Industrie du tourisme**

Nombre total	30	
Femmes	05	
Hommes	25	
% groupes ethniques		NA

**Other, Specify**

Total	
Women	
Men	
%from Ethnic groups	